

RÉFORME DES RETRAITES 2013

C'est pas à nous de payer !

Si on augmente les salaires et si on augmente le nombre de salariés au travail, on n'a pas de problème de retraite.

Concernant les retraites, on parle d'un "déficit" de 20 milliards en 2017.

Pour résorber ce déficit, le gouvernement va ouvrir une négociation pour une nouvelle réforme des retraites.

Le gouvernement et le Medef veulent utiliser les mêmes recettes qu'en 2010 pour leur réforme des retraites : aux salarié-e-s, aux retraité-e-s de payer le déficit.

Leur logique est toujours la même : reculer l'âge de départ de la retraite, augmenter les cotisations des salarié-e-s, baisser le niveau des pensions en désindexant les retraites du niveau de l'inflation, allonger la durée de cotisations.

Toutes ces recettes ont en commun de faire payer la crise aux salarié-e-s. Le gouvernement aura beau jeu de dire qu'il a préservé le système de retraites par répartition en oubliant de dire que personne ne pourra jamais atteindre un niveau de pension qui permette de vivre dignement en retraite.

À la Cgt nous disons que ce n'est pas aux salarié-e-s, aux jeunes, aux chômeurs, aux retraité-e-s de payer la crise.

En 1981, la France produisait 1000 milliards d'euros de Produit Intérieur Brut (PIB). En 2012 ce chiffre était de 1995 milliards d'euros. Entre ces deux dates, il se trouve que sur la part totale du PIB, la répartition entre capital et travail s'est déséquilibrée en faveur du capital. La part que représentaient les salaires était de 67% en 1981 et aujourd'hui de 57%.

C'est-à-dire que la part de richesses qui est allée au capital, en dividendes, a augmenté de 10 points par rapport à celle qui est allée aux salaires.

10 points d'écart qui sont passés des poches du travail à celles du capital **cela représente 195 milliards d'euros**. De l'argent, il y en a : il suffit d'avoir la volonté d'aller le chercher !

Pour la Cgt une réforme structurelle du financement des retraites doit passer par l'augmentation des salaires, ainsi que par l'emploi et la croissance.

La question du rapport de force est une question essentielle: il n'y aura pas de réforme dans le sens des intérêts des salarié-e-s, des jeunes, des retraité-e-s sans mobilisation.

**N'attendons pas,
prenons nos affaires en main !**

**Pour les
retraites**

Il faut

**la mobilisation
des jeunes,
des salarié-e-s,
des retraité-e-s**

RÉFORME DES RETRAITES 2013

C'est pas à nous de payer !

AUGMENTER LES SALAIRES : C'EST POSSIBLE !



Ce n'est pas le travail qui coûte cher mais la rémunération du capital

Ce sont les salariés par leur travail qui créent les richesses. L'enjeu porte donc sur la répartition des richesses entre le capital et le travail :

- ➔ Ce qui va aux salariés : le salaire, y compris les cotisations sociales (part salarié et employeur)
- ➔ Le reste étant réparti entre les impôts des entreprises, les investissements et les dividendes aux actionnaires.

Aujourd'hui, la part des salaires dans les richesses créées est plus faible qu'à la sortie de la guerre

- ➔ Alors que la rentabilité financière des entreprises est en hausse, le chômage explose et le pouvoir d'achat baisse freinant ainsi la relance économique.
- ➔ Diviser par deux les dividendes libérerait 120 milliards d'euros pour les investissements productifs, créerait de l'emploi, permettrait de financer la protection sociale et de diminuer le déficit de l'état.

Avec une autre répartition des richesses on peut :

- ➔ Porter le Smic à 1 700 euros brut et réévaluer les grilles salariales à partir de cette base dans toutes les branches professionnelles.
- ➔ Augmenter les pensions de retraite.
- ➔ Résorber les inégalités entre les femmes et les hommes.
- ➔ Revaloriser de 25 % les minima sociaux.
- ➔ Majorer les heures complémentaires au même taux que les heures supplémentaires.
- ➔ Doubler le paiement et récupérer les heures travaillées le dimanche.
- ➔ Remettre à plat les allègements de cotisations sur les bas salaires

UL CGT BREST

2 place Edouard Mazé

tél : 02 98 80 09 29

mail : ulcgtbrest@wanadoo.fr



Pour cela, il faut une autre politique, Il faut l'intervention des salarié-e-s !